

Les crédits

turés: moquettes, appareils électroménagers, meubles, appareils d'éclairage et autres. Et la liste n'est pas close.

Ils doivent acheter des tondeuses à gazon et tout le nécessaire pour entretenir les lieux. À bien y penser, la plupart, sinon l'ensemble, de ces produits sont fabriqués au Canada. Vous devinez la suite. Cela crée des emplois dans le secteur manufacturier. Est-ce que ça marche? Je serais porté à dire oui.

D'ailleurs, je ne suis pas le seul de cet avis, un article paru récemment dans le journal *The Financial Post* disait précisément ce qui suit: «L'allongement de la semaine de travail est peut-être un indice de reprise. Dans le secteur manufacturier, les employés ont effectué plus d'heures de travail en mars qu'au cours du même mois l'an dernier.» C'est bon signe.

Est-ce un bout du tunnel maintenant? Non, mais on est sur la bonne voie. C'est signe que les choses se passent tout à fait comme elles le devraient.

Un autre député a parlé des fonds consacrés à la formation. Certes, un de nos députés de Calgary s'est levé pour présenter quelques arguments très pertinents en réponse à cette demande d'augmentation des fonds consacrés à la formation, mais ce que le député du Parti libéral n'a pas mentionné dans le débat, c'est que depuis 1990, nous avons triplé le montant consacré à la formation.

Chaque année, c'est plus de trois milliards de dollars qui sont actuellement consacrés à la formation. Une bonne partie de cet argent va aux chômeurs, à ceux qui ne peuvent trouver un emploi parce que leurs compétences ne cadrent pas avec les exigences des emplois disponibles. C'est donc une mesure positive.

Est-ce assez? On peut toujours dire que ce n'est pas assez, mais peut-on exiger davantage des contribuables? Il faut savoir que, dans bien des cas, pour financer les programmes de formation à l'intention des bénéficiaires de l'assurance-chômage, on doit augmenter les cotisations d'assurance-chômage. À cause de cela, ceux qui travaillent ont moins d'argent à dépenser.

C'est une affaire de dosage, mais je dirais que, dans les trois derniers budgets nous avons trouvé la bonne formule et je crois que ça marche très bien. Est-ce là tout ce que nous avons fait? Non, nous avons fait bien davantage.

Dans le présent budget, nous avons reconnu les problèmes particuliers de l'Ontario. Nous avons reconnu la nécessité d'aider le secteur manufacturier à devenir plus compétitif et nous avons donc réduit le fardeau fiscal des manufacturiers en augmentant la déduction pour amortissement.

Cette mesure touche très directement l'industrie manufacturière au Canada, et notamment en Ontario. Le gouvernement provincial n'a peut-être rien fait d'autre qui vaille en Ontario depuis l'année et demie qu'il est au pouvoir, mais il a au moins suivi l'exemple que nous lui avons donné à propos de la déduction pour amortissement. Il nous a imités en cela dans son budget.

C'était à peu près le seul bon élément du budget, cette initiative qui donne plus de latitude aux entreprises ontariennes pour investir dans la nouvelle technologie et dans des idées nouvelles, ce qui les rend plus compétitives. Ça, c'est positif.

Mais nous ne nous sommes pas contentés de ça. Dans la même foulée, nous avons fait en sorte que tous les consommateurs canadiens aient un peu plus d'argent à dépenser. Je ne voudrais pas qu'on pense qu'ils peuvent maintenant s'acheter une Rolls Royce grâce aux réductions d'impôt que nous avons introduites; il n'en reste pas moins que nous avons diminué les impôts sur le revenu de tous les particuliers. Comme les Canadiens ont moins d'impôts à payer, ils ont plus d'argent à dépenser.

En fait, ce nouveau régime entre en vigueur le 1^{er} juillet, et d'autres diminutions suivront au début de l'année prochaine. On ne peut nier que ce sont là des mesures extrêmement positives. Nous avons reconnu les besoins spécifiques de l'Ontario et nous avons clairement essayé d'y répondre.

Qui plus est, nous avons pris des mesures très importantes en faveur des petites entreprises. Nous avons augmenté le montant des prêts aux petites entreprises de façon à ce que ces dernières puissent emprunter jusqu'à 200 000 \$, avec une garantie du gouvernement fédéral pour les investir dans la technologie nouvelle et l'équipement. Nous avons également mis en place d'autres programmes permettant aux petites entreprises d'emprunter plus facilement, tout ça pour essayer de résoudre la crise que traverse le sud l'Ontario en ce moment.

• (1050)

Dans cette crise, comprenez-le bien, tout n'est pas aussi catastrophique que les députés d'en face le prétendent. Nous avons pris de nombreuses autres initiatives pour venir en aide non seulement aux entreprises de l'Ontario mais aussi au reste du Canada. Nous avons par exemple consacré énormément de temps à un comité sur la réforme financière présidé par le député de Mississauga-Sud.

Nous avons modifié le mode d'opération des institutions financières dans ce pays de façon que tous les Canadiens, mais plus particulièrement les gens d'affaires, puissent avoir accès aux compagnies de fiducie, aux compagnies d'assurance et aux coopératives de crédit. Ils disposent maintenant d'une nouvelle source de fonds qui